

La contestation antinucléaire

La tension reste vive à Plogoff après les incidents de ces derniers jours

Après les violents incidents qui se sont produits à la fin de la semaine dernière à Plogoff (Finistère), où l'E.D.F. projette de construire une centrale nucléaire, la tension reste vive. De nouvelles barricades ont été dressées par des « antinucléaires » pendant la nuit du dimanche 2 au lundi 3 mars, sur les routes d'accès à la commune. Elles ont été démantelées par les forces de l'ordre comme celles qui avaient été établies samedi matin 1^{er} mars, après que Mme Amélie Kerloc'h, adjoint au maire de Plogoff, ait demandé aux habitants de « faire de la commune une île inaccessible aux policiers ».

Une charge d'explosif placée sous le pont du Loc'h a causé de légers dégâts. Onze personnes ont été interpellées vendredi et trois samedi après les incidents qui avaient opposé les manifestants aux forces de l'ordre (« le Monde » daté 2-3 mars). Cinq personnes ont été relâchées. Les neuf autres ont comparu samedi après-midi 1^{er} mars devant le tribunal des flagrants délits de Quimper. Le procès a été renvoyé au jeudi 6 mars à la demande des avocats. Seul l'un des interpellés, qui sont tous poursuivis en vertu de la loi « anticasseurs », a été laissé en liberté.

Une délégation de maires et d'élus du cap Sizun a été reçue samedi après-midi à la préfecture de Quimper afin d'étudier une solution pour détendre l'atmosphère. Elle a demandé le retrait des forces de l'ordre. Le préfet, M. Pierre Jourdan a répondu que l'enquête d'utilité publique se poursuivrait et que la loi serait respectée.

Les rebelles du cap Sizun

De notre envoyé spécial

Plogoff. — La messe a lieu tous les soirs à 17 heures à Plogoff (Finistère). Pas celle qu'on célèbre dans les églises, mais une cérémonie païenne dédiée aux « séminaristes », c'est-à-dire aux forces de l'ordre (six cents hommes) ainsi appelés parce qu'une partie d'entre elles ont installé leurs quartiers dans le séminaire de Pont-Croix.

Personne ne sait pourquoi on a baptisé « messe » cette habitude qui consiste, chaque soir, à se rendre près du calvaire de Trogor, à la sortie du village, pour saluer, si l'on peut dire, le départ des camionnettes servant de bureaux annexes à la mairie, et des gendarmes mobiles qui les protègent de la fureur antinucléaire. Tout simplement, peut-être, en raison du caractère répétitif de ce rendez-vous ou parce que les camionnettes étaient à l'origine installées près de la chapelle Saint-Yves.

Le rite est immuable, sauf le dimanche, bien sûr, et le samedi

où « le culte » contestataire est rendu à midi. Il en sera ainsi jusqu'au 14 mars, jusqu'à la fin de l'enquête d'utilité publique.

Drôle de messe tout de même que cette liturgie à laquelle, suivant les jours, deux cents à quatre cents personnes se rendent comme attirées par ces policiers qui, au fur et à mesure que la foule s'épaissit, renforcent les troupes.

Les différentes étapes de la contestation antinucléaire, qui a débuté le 31 janvier, sont bien rodées. Cela commence par des quolibets, puis viennent les insultes, les provocations. « Vous êtes pires que les Allemands, C.R.S.-S.S. » ! « Viens ici, si t'es un homme. » C'est à qui trouvera la formule choc ou la meilleure plaisanterie. Les femmes sont au premier rang, le plus souvent majoritaires, les maris étant pour la plupart en mer.

MICHEL BOLE-RICHARD.

(Lire la suite page 41.)

Les rebelles du cap Sizun

(Suite de la première page.)

Hardies, déterminées, intrépides, les femmes sont le fer de lance du mouvement avec à leur tête Mme Annie Carval, présidente du comité de défense. Leur arme principale : leur langue.

Petit à petit, la tension monte. L'hélicoptère fait son apparition, la « mère poule » comme on l'appelle, qui vient surveiller les mouvements de foule et prévenir les embuscades. Il tourne dans le ciel, de plus en plus bas à mesure qu'approche l'heure (17 heures) de la fermeture des bureaux annexes de la mairie. Les manifestants sortent des citrons, et les policiers préparent les grenades lacrymogènes. Les fusils sont armés et les matraques prêtes. La bagarre commence, brève mais violente.

D'un côté, les cailloux, boulons et billes d'acier ; de l'autre, les grenades lacrymogènes, quelquefois un cocktail Molotov, comme vendredi dernier, mais c'est rare. « Ils ne savent pas les fabriquer », dit le commandant Yves Le Tarnec. Les gendarmes se replient en bon ordre protégés par leurs boucliers. Quand ça barde un peu trop, quelques GLI (grenades lacrymogènes à effet instantané) sont tirées. Au bout de quelques minutes, tous les véhicules militaires ont quitté les lieux, et les habitants, au milieu d'un nuage lacrymogène, prennent à nouveau possession du terrain, de leur terrain, jusqu'au lendemain matin.

Au cours de la nuit, ils feront en sorte que l'emplacement ne puisse être à nouveau occupé en déversant à terre tout ce que contiennent les greniers. Cela va du matelas aux appareils ménagers hors d'usage, en passant par les bouteilles qu'on brise sur le sol pour constituer un tapis de morceaux de verre. On y ajoute, suivant les circonstances, du lisier, du coltard (goudron utilisé pour les bateaux), des ordures ménagères ; véritable décharge approvisionnée dans une atmosphère de fête. Chacun rivalise d'imagination. On a même creusé des tranchées et scellé avec du ciment à prise rapide, des fers à béton ou des poteaux en béton armé.

L'« enquête bidon »

A Clédén-Cap-Sizun, l'une des quatre autres communes concernées par l'enquête d'utilité publique avec Primelin et Goulien, les habitants avaient accroché à un poteau un porc mort depuis vingt-sept jours. Rien n'y fait. Chaque matin, les forces de l'ordre ont repris possession des lieux après avoir dégagé la place au bulldozer. Puis les services de l'équipement ont débarrassé l'endroit de tous les détritus. L'emplacement était net ou à peu près net pour que continue ce que tout le monde appelle « l'enquête bidon ». « Il faudrait deux jours pour la lire ! », s'exclame l'épouse de M. Robert Vaillant, un sculpteur sur granit dont le magasin est situé juste à côté du calvaire de Trogor et qui se plaint de ne pouvoir travailler dans ces conditions.

Environ trois cents cinquante personnes, selon la préfecture de Quimper, ont consulté les dossiers ouverts dans les mairies annexes — à l'intérieur desquelles deux vigiles, recrutés pour la circonstance, veillent — et dans les locaux de la préfecture. Soixante-quinze d'entre elles avaient consigné des observations sur les registres. C'est peu quand l'on sait que le secteur concerné par l'enquête d'utilité publique compte environ six mille habitants. Tout le monde rappelle qu'à Flamanville (Manche), les travaux ont commencé avant que l'enquête ne soit terminée.

M. Jean-Marie Kerloch, maire de Plogoff (P.S.) souligne simplement qu'au début il avait demandé aux autorités qu'elles donnent leur parole que si l'enquête était négative, le projet serait abandonné. « Mais on ne m'a jamais répondu, dit-il. Voilà pourquoi nous nous battons ».

Mais tous les opposants à la centrale ne sont pas d'accord sur le refus de laisser se dérouler normalement la procédure. Le maire de Douarnenez, M. Michel Mazéas (P.C.) qui, malgré la position prise par son parti et le comité fédéral du Sud-Finistère, refuse de prendre le parti du nucléaire, pense que « l'enquête aurait mieux démontré que la population était contre. On n'a rien à gagner en ne respectant pas la légalité », dit-il. On reste ainsi à la surface des choses et le problème des options du pouvoir n'est pas posé.

A la mairie de Plogoff, où un panneau explique comment procéder à la « grève du zèle » des factures E.D.F., deux registres de pétitions sont ouverts. L'un pour les habitants du pays, l'autre pour les sympathisants de ce combat sans précédent dans l'opposition aux centrales nucléaires. La majorité des deux mille électeurs plogoffistes ont signé. Cela ne fait aucun doute, la population des quatre communes est contre la centrale, même si à Goulien et à Primelin les manifestations d'hostilité sont plus modestes. Pourtant, certains habitants sont pour, mais ils se taisent.

« Malheur aux collabos ! » L'inscription a été peinte sur une

pancarte à Primelin. Un retraité du hameau de Kernevez, M. Joseph Iven, a été menacé, et des croix gammées ont été tracées sur les murs de sa maison. Le chargement d'un camion de pierres a été déversé devant le domicile du maire de Pont-Croix, M. Henri Bonthonneau. Certains parlent déjà de règlements de comptes après la fin de l'enquête. Il faut choisir son camp. Le curé de Plogoff, l'abbé Le Lann, refuse, pour sa part, de donner son point de vue et se retranche derrière un communiqué diffusé par l'évêché de Quimper. Il veut rester au-dessus de la mêlée.

Haines

Oui, il ne fait pas bon être favorable à la centrale dans le cap Sizun. Des haines farouches sont en train de naître. On soupçonne certains de renseigner les forces de l'ordre. Ce qui est probablement vrai, puisque le commandant Le Tarnec reconnaît que maintenant il n'est plus nécessaire de faire des patrouilles de nuit, car il sait ce qui se passe dans les villages, le soir. M. Guy Guermeur, député (R.P.R.) du Finistère n'a pas de mots assez forts pour fustiger les intolérants. Il parle de « pressions fascistes », « de menaces de mort par téléphone, de gens qui n'osent même plus sortir dans leur jardin ». Partisan farouche de la centrale, il compare les opposants aux nazis qui obligeaient les enfants à crier : « Mort aux juifs ! ». « Plogoff est interdit d'information », dit-il, avant de s'en prendre aux « anti-tout, les Lip, les Larzac, les anars, les M.J.C... Ceux qui sont contre la centrale sont des nantis, poursuit-il. Tout cela est le fait d'une poignée d'activistes en col roulé blanc chez Lanvin. C'est typique de l'obscurantisme. C'est comme les canuts de Lyon qui ont jeté leurs machines dans le Rhône. Il ne faut pas confondre l'écume de la mer avec sa profondeur ».

Le complot venu de l'extérieur, il y croit « même si les éléments extérieurs ne sont pas visibles ». « Seul un petit nombre est farouchement opposé. Les autres ont été manipulés. D'ailleurs, conclut-il, tout cela n'est pas sérieux. Ceux qui sont à la pointe de la contestation se préparent à tirer le meilleur parti du chantier. Ils ont déjà commandé des machines à café grandes comme ça, des bars grands comme ça. »

Il y a bien longtemps que M. Guermeur n'est pas retourné chez les « capistes », même s'il affirme que, s'il se représentait aujourd'hui, il serait élu. Il y aurait vu, certes, quelques manifestants venus d'ailleurs, et le plus souvent de Bretagne, ceux que l'on accuse de tous les maux, mais aussi des plogoffistes, beaucoup de plogoffistes à la messe du soir. Et pas seulement des jeunes, mais de nombreux vieillards en sabots, parlant breton, qui viennent régulièrement manifester leur désapprobation, sans violence et sans haine.

Les professionnels de la contestation existent mais sont rares. Cette bataille est avant tout celle des « capistes » et les Bretons ne laisseront pas le soin à d'autres de défendre « l'héritage de leurs ancêtres ». Il suffit pour cela de se rendre dans les cafés où l'on commente les faits d'armes et où l'on prépare les prochains pièges à tendre aux forces de l'ordre. On est discret et secret devant l'étranger mais l'organisation est bien au point, avec système d'alerte talkie-walkie. Rien n'est laissé au hasard. Et quand au petit matin les gendarmes reprennent possession du terrain, en se promenant dans la lande, on les suit à l'aide de jumelles. « Ils ne seront jamais en terrain conquis ».

La plupart des habitants ont planté devant leur domicile un panneau avec pour inscription : « Propriété interdite ». Des slogans ont fleuri partout : « Inactif aujourd'hui, radioactif demain ». Plogoff est entré en résistance. « C.R.S., S.S., même combat. » « Une guérilla de dix ans a commencé, répète-t-on, et si la centrale se fait, il faudra un filic sous chaque pylône. » Une guerre des chouans des temps modernes. Une dame indique que l'on mésestimera toujours la capacité de résistance des Bretons, leur détermination, leur degré d'attachement à leur terre. Le refus de la centrale est aussi celui de ce qui est imposé de l'extérieur, de l'autorité centrale. Sur le registre de la mairie, une jeune fille a écrit : « La Bretagne est pour moi un pays, plus que la France tout entière. » Et le F.L.B., dans tout cela ? Il est présent, dit-on, mais discret. Il attend. Mais existe-t-il encore ?

Chaque jour, face aux bureaux annexes de la mairie, un groupe de plogoffistes stationne devant les forces de l'ordre. Par n'importe quel temps, ils sont là, imperturbables, injuriant les gendarmes mobiles, se moquant d'eux ou tentant quelquefois de les convaincre de la justesse de leur cause. Ils déjeunent dans leurs voitures et attendent que 5 heures sonnent. Le service de garde est organisé par la mairie. Un papier est affiché sur la porte avec une liste des noms. « A partir de 14 heures, est-il écrit, pré-

sence souhaitable de toute la population, tous les jours et samedi matin. » Résolus, énergiques, ils sont fidèles au rendez-vous, se demandant pourquoi on consacre tant d'argent pour que l'enquête ait lieu dans les formes, alors que cela ne sert à rien.

Protéger la pointe du Raz

Ce qu'ils veulent, c'est, bien sûr, peser de tout leur poids pour que le monstre de 5 200 mégawatts ne soit pas construit sur l'un des plus beaux sites de France, pour que cette pointe du Raz, balayée par les vents et les tempêtes, ne devienne pas « un bout de terre condamné ». Ce qu'ils veulent, c'est préserver leur tranquillité. « On n'en veut pas de leur machin, il faudrait qu'ils finissent par le comprendre », dit un habitant de Goulien, qui s'inquiète de la venue de travailleurs immigrés et de la disparition des touristes. Ce qu'ils veulent, à la limite, c'est une usine propre. « On se fout de nous. Nous ne sommes bons que pour faire la guerre et maintenant pour être irradiés. Les Bretons, on peut les sacrifier. » Les « capistes » sont amers. Ils rappellent les propos du président de la République qui, en avril 1974, avait déclaré que « les centrales nucléaires ne seraient pas imposées aux populations qui les refusent ».

Pour M. Guy Guermeur, la volonté populaire a été respectée, puisque le conseil régional et le conseil général se sont prononcés en faveur du projet. Quant à la tranquillité, « c'est raisonner de manière égoïste, car il y a les autres ». Le député du Finistère explique que la Bretagne, qui n'a pas assez d'énergie, doit construire cette centrale. « Le plan Alter breton, qui prévoit des énergies de substitution, est une fumisterie intégrale, une malhonnêteté intellectuelle et un mépris de la population. Je conteste le tout nucléaire, ajoute-t-il, mais pour que l'industrie se développe, il faut de l'énergie. La centrale du Pellerin ne se fera pas. La production d'énergie est vitale pour le développement économique de la Bretagne et pour le cap, qui est un pays en voie d'appauvrissement ».

M. Guermeur vante tous les avantages que pourraient tirer les habitants de la région de la construction de la centrale, notamment pour l'emploi. C'en sera fini, pour M. Guermeur, de la litanie des malheurs du Cap que le maire d'Audierne, M. Jean Cabillic (C.D.S.), égrenait au début de chaque année. M. Henri Cogan, conseiller général (C.D.S.) ne le contredira pas, bien qu'il ait fait de sa campagne électorale une campagne antinucléaire. Maintenant il hésite à se prononcer : « Nous aurions préféré qu'elle se fasse ailleurs. Mais on ne peut pas y remédier, ni y échapper. Il faut s'en accommoder. » Ses électeurs seront sans doute contents.

La classe politique est en général mal à l'aise, sauf les maires qui sont en général opposés à la centrale. Le parti communiste a voté contre au conseil général et s'est abstenu au conseil régional. Aujourd'hui, il dit oui après les discours de M. Marchais à Rennes et à Carhaix en février 1979, « à condition que le site convienne ». Le comité fédéral du Sud-Finistère s'est, lui, prononcé en faveur du projet. Seules quatre personnes ont voté contre. Parmi elles, M. Michel Mazéas, maire de Douarnenez, qui estime qu'« on est parti beaucoup trop tôt dans les applications pratiques du nucléaire, sans avoir poussé assez loin la recherche fondamentale ».

Cet élu, professeur de lettres, vieux militant communiste, a voulu comprendre. Il est allé aux Etats-Unis et a visité trois cen-

trales. En revenant, il dit clairement : « Il y a des problèmes technologiques qui ne sont pas résolus, notamment celui de la corrosion par l'eau de mer. Une très forte déchloration ne suffira pas et elle détruira un milieu écologique très riche. D'autre part, la technique des soudures au titane n'est pas encore maîtrisée. Quant aux rejets dans l'atmosphère, on dit qu'ils sont inférieurs à la radioactivité naturelle, mais ils s'y ajoutent et ce sera toujours le même cône de territoire qui sera affecté, en raison des vents dominants, notamment Concarneau. »

M. Mazéas pense que c'est une erreur de construire une centrale aussi importante, d'autant que dans vingt ans il n'y aura plus d'uranium. « Une petite centrale, cela se maîtrise mieux. On va toujours à la recherche du profit le plus immédiat. »

Le maire de Douarnenez ne mâche pas ses mots et estime que la réalisation de ce projet ne résoudra jamais le problème de l'emploi, car il n'y a aucune perspective d'industrialisation. « Regardez, dit-il, ce matin un employeur est venu m'annoncer qu'il ferait sa conserverie : cent deux emplois. Vous croyez que la centrale les aurait sauvés ! La charte proposée par M. Guermeur est une plaisanterie. Il n'est pas possible de construire un tel outil de production sans un accompagnement industriel. Si on utilise l'électricité 500 kilomètres plus loin, c'est une erreur économique. Il y a un défaut de logique. » Et puis, pour M. Mazéas, qui rappelle la première phase du rapport sur la catastrophe de Three-Mile-Island, « le nucléaire est dangereux ». « Le personnel utilisé dans les centrales est loin d'être à la hauteur. Aux Etats-Unis on l'a reconnu. Le constat est en grande partie négatif. M. Mazéas n'a pas convaincu tous ses camarades ; mais il continue de penser que cela est une vaste duperie.

Le 14 mars, l'enquête d'utilité publique sera terminée. La centrale sera-t-elle construite ? C'est probable. Mais les rebelles « capistes » de l'anti-nucléaire sont prêts à se battre. « Un jour, dit l'un d'eux, ça finira par des morts. » La Bretagne ne s'avouera jamais vaincue.

MICHEL BOLE-RICHARD.

ONZE MANIFESTANTS INTERPELLÉS

Onze personnes ont été interpellées à Plogoff après les incidents du 29 février et du 1^{er} mars. Il s'agit de MM. Jean-Pierre Kargoat, vingt-quatre ans, artisan menuisier à Plouégat-Guérand (Finistère) ; Alain Le Gadez, vingt-deux ans, instituteur à Ploujean (Finistère) ; Mlle Pascale Boubour, vingt ans, de Bric-de-l'Odé (Finistère) ; Philippe Toqué, vingt et un ans, chômeur de Quimper ; Yves Carval, vingt ans, agriculteur, domicilié à Plogoff, actuellement sous les drapeaux ; Clet Carval, cinquante-cinq ans, retraité de la marine de commerce, de Plogoff ; Vincent Tergoliz, vingt-deux ans, horticulteur en chômage, de Nice ; Philippe Donnart, dix-huit ans, boucher à Clédén-Cap Sizun, et Bernard Guyader, vingt-quatre ans, marin pêcheur à Trémec (Finistère). Tous les prévenus à l'exception de M. Bernard Guyader, ont été maintenus en détention.

[Deux manifestants antinucléaires domiciliés à Plogoff ont déjà été condamnés à des peines d'emprisonnement ferme : quarante-cinq jours à M. Eugène Coquet et un mois à M. Clet Anquer. Un mineur de Ros-porden a, d'autre part, été placé sous contrôle judiciaire.

Des associations du Centre contestent la façon dont a été conduite l'enquête publique à Saint-Laurent-des-Eaux

De notre correspondant

Orléans. — Deux associations, l'Association pour la protection de l'environnement de Tavers et le Comité antinucléaire de l'Orléanais, viennent de déposer une requête auprès du tribunal administratif d'Orléans. Elles demandent une nouvelle enquête publique pour le rejet des effluents radioactifs gazeux de la centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux, dans le Loir-et-Cher, objet des inquiétudes de la population (le Monde du 27 janvier 1980).

Cette enquête, qui n'a duré que trois semaines, du 3 au 23 janvier, alors que les travaux de la centrale ont commencé de façon irréversible, aurait dû, estiment les associations, non pas se limiter au département du Loir-et-Cher, mais se prolonger largement dans le département du Loiret. La centrale, en effet, se trouve située à moins de 1 kilomètre des limites du département du Loiret, où toutes les communes jusqu'au-delà d'Orléans, qui se trouvent sous les vents dominants, risquent d'être bien davantage exposées.

Or une seule commune du Loiret, Tavers, la plus proche de la centrale, a été « touchée » par l'enquête publique. Les remous engendrés par ce projet de rejet ont entraîné d'autre part la création d'une commission départementale d'information dans le Loir-et-Cher, qui vient d'être installée par le préfet du département, M. Charles-Noël Hardy ; elle comprend cinq conseillers généraux, sept maires et quatre représentants d'organisations, mais, là encore, le Loiret n'a pas été associé, bien que plusieurs communes du département aient demandé la création d'une telle commission. — R. G.

Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »

accueille en groupe les amateurs de 3 à 83 ans

5, RUE LACEPEDE, PARIS-5^e
Téléphon. (le soir) 707-85-64